

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : DGA / DEAD -  
Fonds de concours d'équipements avec la  
commune de Bouyon - Sécurisation des  
masses rocheuses instables - Actualisation  
du plan de financement

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2021.099

Date de la convocation :  
**Le 25/05/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 8 JUIN 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 9 JUIN 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 31 mai 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 31 mai à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

**PROCURATION :**

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Frédéric POMA, Marc Malfatto, Alexis ARGENTI

**Monsieur LOMBARDO,**

Le quartier des Moulins et des Ranchières se situent sur la Commune de Bouyon, à l'extérieur de la zone constructible du village, de part et d'autre de la route départementale n° 1 entre Le Broc et Bouyon. Ces quartiers totalisent aujourd'hui plus d'une quarantaine d'habitations principales et secondaires implantées au pied d'un versant rocheux.

En 2015, la commune a été alertée sur l'aggravation de certaines fissures affectant les masses rocheuses dans des zones difficilement accessibles. Deux masses rocheuses instables dont le volume est estimé à plusieurs centaines de m<sup>3</sup>, ont été repérées. Ces deux masses présentent des fissures de plusieurs centimètres à dizaines de mètres de largeur, orientées verticalement pouvant conduire à un glissement ou à un basculement.



Un 1<sup>er</sup> diagnostic a été établi et les services de l'Etat ont été alertés en septembre 2015. En juin 2017, il a été décidé d'établir un plan d'exposition aux risques, de réaliser une étude géologique et géotechnique sur l'ensemble du site en coordination avec les services de l'Etat et de mettre en place un dispositif de suivi et de surveillance.

L'analyse des données par les services de la Restauration des Terrains de Montagne (RTM) des Alpes-Maritimes a préconisé la mise en place d'un important dispositif de protection et de sécurisation des masses rocheuses dans ces quartiers.

Ce projet vise la réalisation de travaux de protection contre les chutes de blocs rocheux. Trois zones ont été identifiées M1/M2/M3 avec une priorité concernant les masses M1 et M2 qui sont les plus instables.

Le coût prévisionnel des études a été évalué à 85 970,00 € HT.

Par délibération n° BC.2018.218 du 5 novembre 2018, la CASA a participé au financement des études et à la mise en œuvre du dispositif de surveillance par le biais d'un fonds de concours établi à hauteur de 17 194,00 € HT.

Le coût total des travaux de sécurisation de ces masses rocheuses a été évalué à hauteur de 1 312 143,00 € HT, avec une réalisation en trois tranches successives.

Dans ce contexte, et compte tenu des risques pour la sécurité de la population et des biens dans ces zones, la commune de Bouyon a sollicité auprès de la CASA une participation financière au titre des fonds de concours pour le financement des travaux.

Par délibération n° CC.2020.080 du 27 juillet 2020, la CASA a attribué un fonds de concours d'équipements de 144 087 € HT sur la 1<sup>ère</sup> tranche des travaux, dont le coût était évalué à 720 435 €, soit une participation de 20 %.

A la suite d'une modification du plan de financement des travaux, la commune de Bouyon a sollicité la CASA afin qu'elle participe au financement de la totalité des travaux de protection des masses rocheuses instables, avec un taux de participation financière égal à celui de la commune soit 10 % ;

Cette demande a pour conséquence de réduire le montant du fond de concours attribué par la CASA qui passe de 144 087 € à 131 214,30 €.

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 Août 2004 relatives aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5216-5 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2014.058 du 2 juin 2014 validant le principe de la mise en œuvre d'un nouveau dispositif d'attribution des fonds de concours, entrant en vigueur au même jour ;

**Vu** la délibération du Bureau Communautaire n° BC.2014.196 du 21 juillet 2014 approuvant le Règlement des fonds de concours d'équipements et ses annexes ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2018.116 du 11 juin 2018 approuvant la révision du Règlement des fonds de concours d'équipements et ses annexes ;



**Vu** la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire du 17 juillet 2020 déléguant au Bureau Communautaire le soin de modifier les plans de financements et les montants d'octroi de fonds de concours aux communes ;

**Vu** la délibération n° CC.2020.080 du Conseil Communautaire du 27 juillet 2020 portant attribution d'un fonds de concours d'équipements à la commune de Bouyon pour les ouvrages de protection contre les chutes de masses rocheuses – quartier des Moulins – 1<sup>ère</sup> tranche ;

**Vu** la délibération n° BC.2020.157 du Bureau Communautaire du 7 décembre 2020 modifiant la délibération n° CC.2020.080 du 27 juillet 2020 ;

**Vu** la délibération n° 2020-D-070 en date du 11 décembre 2020 de la commune de Bouyon ;

**Considérant** qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, la loi prévoit que des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses Communes membres, après accords concordants exprimés à majorité simple du Conseil communautaire et des Conseils municipaux concernés ;

**Considérant** que le projet présenté a pour objet la réalisation d'un équipement ;

**Considérant** que la commune de Bouyon est le maître d'ouvrage de cette opération de travaux de sécurisation des masses rocheuses instables ;

**Considérant** qu'au regard des enjeux de prévention des risques, de sécurisation des biens et des personnes, de l'urgence que représente ces travaux de protection des masses rocheuses et de l'intérêt communautaire que présente ce projet sur le territoire de la CASA, il apparaît opportun que la CASA participe au financement de l'ensemble des travaux de sécurisation des masses rocheuses instables sur la Commune de Bouyon par le biais d'un fonds de concours ;

**Considérant** qu'au regard de la participation financière prévisionnelle des autres partenaires publics, le montant de la participation de la CASA à ce projet est proposé à hauteur de 10 % sur la totalité des travaux soit 131 214,30 € HT, à un taux égal à celui de la commune de Bouyon.

**Considérant** qu'une convention entre la CASA et la commune de Bouyon définit les modalités techniques et financières de ce fonds de concours ;

**Considérant** qu'il convient, dans le cadre de l'instruction du dossier de fonds de concours et des clés de répartition des différents partenaires financeurs, d'actualiser la délibération n° CC.2020.080 du 27 juillet 2020 pour fixer le montant du fonds de concours à 131 214,30 € HT au lieu de 144 087,00 € HT ;

**Considérant** que cette actualisation a pour effet de modifier le montant global des fonds de concours approuvé dans la délibération modificative n° BC.2020.157 du 7 décembre 2020 qui passe de 1 045 113,80 € à 1 032 241,10 €.

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le montant du fonds de concours actualisé pour le projet de sécurisation des masses rocheuses instables sur la commune de Bouyon établi à hauteur de 131 214,30 € HT au lieu de 144 087,00 € HT ;

- de modifier la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.080 du 27 juillet 2020 afin d'actualiser le montant du fonds de concours ci-dessus ;
- d'approuver les termes de la convention à intervenir avec la commune de Bouyon relative aux modalités techniques et financières de ce fonds de concours, jointe à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer les dépenses sur le Chapitre « 204 » de la Section d'Investissement du Budget Principal.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le montant du fonds de concours actualisé pour le projet de sécurisation des masses rocheuses instables sur la commune de Bouyon établi à hauteur de 131 214,30 € HT au lieu de 144 087,00 € HT ;
- de modifier la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.080 du 27 juillet 2020 afin d'actualiser le montant du fonds de concours ci-dessus ;
- d'approuver les termes de la convention à intervenir avec la commune de Bouyon relative aux modalités techniques et financières de ce fonds de concours, jointe à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer les dépenses sur le Chapitre « 204 » de la Section d'Investissement du Budget Principal.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 31 mai 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**

## CONVENTION

### COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE BOUYON

### ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

#### ENTRE

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis** représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire n°..... du .....

#### D'UNE PART

ET

**La commune de Bouyon** représentée par Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

#### D'AUTRE PART

#### OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

#### ARTICLE 1 - DÉSIGNATION du PROJET

##### ***Sécurisation des masses rocheuses instables au quartier des Moulins et des Ranchières***

Le quartier des Moulins et des Ranchières se situent sur la commune de Bouyon, à l'extérieur de la zone constructible du village, de part et d'autre de la route départementale n°1 entre le Broc et Bouyon. Ces quartiers totalisent aujourd'hui plus d'une quarantaine d'habitations principales et secondaires implantées au pied d'un versant rocheux.



Cette zone était anciennement consacrée au maraichage. Dans le courant des années 1960/1970 les parcelles ont été vendues pour implanter des abris de jardins et qui ont connu un développement anarchique au fil des années. Ces parcelles se trouvent en contrebas de falaises rocheuses. En 1982, les services de l'Etat via le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement (CETE) ont établi une cartographie des risques sur le secteur et ont classé en rouge l'ensemble de la zone. En 1983, la municipalité nouvellement élue avec l'ensemble des propriétaires des parcelles se sont accordés pour rendre le caractère provisoire des constructions de cette zone, ne pouvant faire l'objet d'une occupation permanente. En 1984, la commune a demandé au Préfet de prescrire un plan d'exposition aux risques mais qui a été sans suite. Une cadastralisation de la zone a ensuite été réalisée et a rendu officielle l'existence des constructions. Les parcelles ont par la suite été revendues plusieurs fois et les propriétaires ont procédé à des aménagements et des agrandissements successifs.

En 2015, la commune a été alertée sur l'aggravation de certaines fissures affectant les masses rocheuses dans des zones difficilement accessibles. Deux masses rocheuses instables dont le volume est estimé à plusieurs centaines de m<sup>3</sup>, ont été repérées. Ces deux masses présentent des fissures de plusieurs centimètres à dizaines de mètres de largeur, orientées verticalement pouvant conduire à un glissement ou à un basculement.

La commune a donc demandé en urgence un 1<sup>er</sup> diagnostic et a alerté les services de l'Etat en septembre 2015. En juin 2017, il a été décidé d'établir un plan d'exposition aux risques, de réaliser une étude géologique et géotechnique sur l'ensemble du site en coordination avec les services de l'Etat et de mettre en place un dispositif de suivi et de surveillance. L'analyse des données par les services de la Restauration des Terrains de Montagne (RTM) des Alpes-Maritimes a préconisé la mise en place d'un important dispositif de protection et de sécurisation des masses rocheuses dans ces quartiers.

Le projet de sécurisation des masses rocheuses est destiné à réaliser des travaux de protection contre les chutes de blocs rocheux. Trois zones ont été identifiées M1/M2/M3 avec une priorité concernant les masses M1 et M2 qui sont les plus instables.

Le coût prévisionnel des études s'élève à 85 970,00 € HT. Par délibération n°BC.2018.218 du 05/11/2018, la CASA a participé au financement des études et à la mise en œuvre du dispositif de surveillance par le biais d'un fonds de concours à hauteur de 17 194,00 € HT.

Il est nécessaire de réaliser ces travaux en urgence compte tenu des risques pour la sécurité de la population et des biens dans ces zones.

Le coût des travaux de sécurisation de ces masses rocheuses est évalué à 1 312 143,00 € HT. Ils seront réalisés en trois tranches successives.

La commune de Bouyon sera le maître d'ouvrage de cette opération de travaux de sécurisation des masses rocheuses.

Par délibération du Conseil Municipal n°..... du ....., la commune de Bouyon a sollicité la CASA pour que celle-ci participe au financement de ce projet.

Aussi, au regard des enjeux de prévention des risques, de sécurisation des biens et des personnes, de l'urgence que représente ces travaux de protection des masses rocheuses et de l'intérêt communautaire que présente ce projet sur le territoire de la CASA, il apparaît opportun que la CASA puisse servir de support afin de financer efficacement la réalisation des travaux.

À ce titre, la CASA ayant déjà participé au financement des études à hauteur de 17 194,00 € HT, a décidé de participer au financement des travaux de sécurisation des masses rocheuses instables sur la commune de Bouyon par le biais d'un fonds de concours.

Par délibération du Bureau Communautaire n°..... en date du ....., la CASA a approuvé le montant du fonds de concours fixée à 10% du coût total du projet, soit 131 214,30 € HT.

Dans ce cadre, les parties se sont donc rapprochées afin d'élaborer une convention définissant les modalités techniques et financières de ce fonds de concours. C'est l'objet de la présente.

**Annexe 1** : Note d'opportunité du projet.

**Annexe 2** : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

**Annexe 3** : Plan de financement prévisionnel.

**Annexe 4** : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

## **ARTICLE 2 - ENGAGEMENT DE LA COMMUNE**

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

### **ARTICLE 3 - PLAN DE FINANCEMENT**

La commune de Bouyon est le maître d'ouvrage de cette opération de sécurisation.

Le coût total du projet est estimé à 1 312 143,00 € HT.

Coût prévisionnel du projet :	1 312 143,00 € H.T.
-------------------------------	---------------------

#### **Plan de financement prévisionnel :**

Partenaires	Taux	Montant € HT	Observations
Etat – Fonds Barnier	40%	524 857,20 €	
Etat – DETR	20%	262 428,60 €	Par tranche de travaux 3 tranches
Département 06	20%	262 428,60 €	
<b>CASA</b>	<b>10%</b>	<b>131 214,30 €</b>	
Commune de Bouyon	10%*	131 214,30 €	
TOTAL	100%	1 312 143,00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 131 214,30 euros HT, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 10 %.

\*Par arrêté préfectoral n°..... du ..... , la règle de la participation minimale du maître d'ouvrage de 20% est diminuée à 10%.



#### **ARTICLE 4 - VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS**

Le versement des acomptes et du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des dépenses réalisées par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT ;
- Des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80% du montant prévisionnel du fonds de concours.

#### **ARTICLE 5 - SUIVI DU PROJET**

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

## **ARTICLE 6 - DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION**

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

## **ARTICLE 7 - DÉCOMPTES DÉFINITIFS**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

## **ARTICLE 8 - REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS**

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
  - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
  - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
  - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

## **ARTICLE 9 - RÈGLEMENT des LITIGES**

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

---

Fait à Sophia Antipolis, le

<p>Pour la commune de Bouyon</p> <p>Le Maire,</p> <p>Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président</p> <p>Monsieur Jean LEONETTI</p>
--	---



MAIRIE DE  
**BOUYON**

06510



Tél. : 04 93 59 07 07  
Fax : 04 93 59 06 06

*République Française*  
*Département des Alpes Maritimes*

**NOTE D'OPPORTUNITE  
TRAVAUX DE SECURISATION  
DES MASSES ROCHEUSES INSTABLES  
QUARTIER DES MOULINS ET DES RANCHIERES**

Les quartiers des MOULINS et des RANCHIERES sur la Commune de Bouyon totalisent plus d'une quarantaine d'habitations principales et secondaires implantées au pied d'un versant rocheux, de part et d'autre de la route départementale N°1 entre Le Broc et Bouyon.

Deux masses rocheuses instables dont le volume est estimé à plusieurs centaines de m<sup>3</sup>, ont été repérées à l'aplomb des habitations. Les deux masses présentent un réseau de fissures nettes de plusieurs centimètres à dizaines de largeur, orientées verticalement et dans la ligne de plus grande pente laissant envisager un processus de tassement de l'éperon rocheux sur sa base calcaire, très fracturée, pouvant conduire ou à un glissement ou à un basculement.

La demande d'aide porte sur des travaux qui consistent en la mise en place d'un important dispositif de protection et de sécurisation active et passive des masses rocheuses



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de membres en exercice	13	Présents	Votants	
		Pour	Contre	0 Abstention 0

L'an deux mil vingt et le

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi ; dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de son Maire en exercice, Jean-Pierre MASCARELLI

Présents :

Absents :

Secrétaire de séance

Il a été procédé conformément à l'article 2121-6 du CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil municipal, Madame GACHET Renée-Paule ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire qu'elle a acceptée.

**Objet : Travaux de sécurisation des masses rocheuses instables**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal, que la Commune doit réaliser des travaux de sécurisation des masses rocheuses instables au quartier des Moulins et des Ranchières.

Ces travaux consistent en la mise en place d'un important dispositif de protection et de sécurisation des masses rocheuses dans ces quartiers. Le coût des travaux est évalué à 1 312 143.00 € HT.

Au regard du coût du projet et des clés de répartition des différents partenaires financeurs, la Commune a sollicité auprès des services de l'Etat, une dérogation à la règle de la participation minimale de 20%.

Le plan de financement est détaillé comme suit :

**PLAN DE FINANCEMENT**

HT	1 312 143.00 €
TVA	262 428.60 €
Montant TTC	1 574 571.60 €

**Aides sollicitées**

DEPARTEMENT	20 %	262 428.60 € HT
ETAT DETR (Par tranche de travaux 2021/2022/2023)	20 %	262 428.60 € HT
ETAT FONDS BARNIER	40 %	524 857.20 € HT
CASA	10 %	131 214.30 € HT
COMMUNE	10 %	131 214.30 € HT
COMMUNE		393 642.90 € TTC

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve le nouveau projet tel qu'il lui a été présenté,
- Délègue Monsieur le maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet,
- Sollicite l'aide du Département
- Sollicite l'aide de l'Etat dans le cadre de la DETR (par tranche de travaux 2021/2022/2023)
- Sollicite l'aide de l'Etat dans le cadre du FONDS BARNIER
- Sollicite l'aide de la CASA.

Ainsi fait et délibéré  
Jour, mois, an que dessus

**Date de convocation**

**Le**

**Date d'affichage**

**Le**

Le Maire

Jean-Pierre Mascarelli



# TRAVAUX DE SECURISATION DES MASSES ROCHEUSES QUARTIER DES MOULINS ET DES RANCHIERES

## PLAN DE FINANCEMENT

### EN EUROS

Montant HT	1 312 143,00 €
TVA 20%	262 428,60 €
Montant TTC	1 574 571,60 €

### Aide sollicitées

DEPARTEMENT	20%	262 428,60 €
ETAT DETR	20%	262 428,60 €
ETAT FONDS BARNIER	40%	524 857,20 €
CASA	10%	131 214,30 €

Part communal HT	10%	131 214,30 €
Part communal TTC		393 642,90 €



MAIRIE DE  
**BOUYON**

06510



Tél. : 04 93 59 07 07

Fax : 04 93 59 06 06

*République Française*  
*Département des Alpes Maritimes*

**TRAVAUX DE SECURISATION DES MASSES ROCHEUSES  
QUARTIER DES MOULINS ET DES RANCHIERES**

**CALENDRIER REALISATION DES TRAVAUX**

FIN DECEMBRE 2020 :  
FIN JANVIER 2021 :  
MARS 2021 :  
FIN AVRIL 2021 :  
AVRIL a JUILLET 2021 :

Appel d'offres + MO  
Désignation du maître d'œuvre  
Lancement de la consultation des entreprises  
Choix des entreprises  
Première phase des travaux

Jean-Pierre MASCARELLI  
Maire de Bouyon



**1 Place de la Mairie**  
**06510 BOUYON**

DELIBERATION 2020-D-070

Département des Alpes-Maritimes  
République Française

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de membres en exercice	13	Présents	7	Votants	7
		Pour	7	Contre	0
				Abstention	0

L'an deux mil vingt et le onze décembre

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi ; dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de son Maire en exercice, Jean-Pierre MASCARELLI

Présents : BERENGER Nicolas, FRISARI Christian, GACHET Renée-Paule, HOURCADE Anne Marie, MAESTRINI Michel, SCHNEIDER Gilles,

Absents : BELLI Alain, BOAGLIO Sophie FAVOLA Céline, MANE Catherine, MASCARELLI Laurence, TOESCA Stéphanie

### Secrétaire de séance

Il a été procédé conformément à l'article 2121-6 du CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil municipal, Madame GACHET Renée-Paule ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire qu'elle a acceptée.

### Objet : Travaux de sécurisation des masses rocheuses instables

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal, que la Commune doit réaliser des travaux de sécurisation des masses rocheuses instables au quartier des Moulins et des Ranchières.

Ces travaux consistent en la mise en place d'un important dispositif de protection et de sécurisation des masses rocheuses dans ces quartiers. Le coût des travaux est évalué à 1 312 143.00 € HT.

Au regard du coût du projet et des clés de répartition des différents partenaires financeurs, la Commune a sollicité auprès des services de l'Etat, une dérogation à la règle de la participation minimale de 20%.

Le plan de financement est détaillé comme suit :

### PLAN DE FINANCEMENT

HT	1 312 143.00 €
TVA	262 428.60 €
Montant TTC	1 574 571.60 €



**Aides sollicitées**

DEPARTEMENT	20 %	262 428.60 € HT
ETAT DETR (Par tranche de travaux 2021/2022/2023)	20 %	262 428.60 € HT
ETAT FONDS BARNIER	40 %	524 857.20 € HT
CASA	10 %	131 214.30 € HT
COMMUNE	10 %	131 214.30 € HT
COMMUNE		393 642.90 € TTC

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve le nouveau projet tel qu'il lui a été présenté,
- Délègue Monsieur le maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet,
- Sollicite l'aide du Département
- Sollicite l'aide de l'Etat dans le cadre de la DETR (par tranche de travaux 2021/2022/2023)
- Sollicite l'aide de l'Etat dans le cadre du FONDS BARNIER
- Sollicite l'aide de la CASA.

**Date de convocation**  
**Le 4 Décembre 2020**

**Date d'affichage**  
**Le 14 Décembre 2020**

Ainsi fait et délibéré  
Jour, mois, an que dessus

Le Maire  
Jean-Pierre Mascarelli



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 31/05/2021  
Numéro : BC\_2021\_099  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Fonds de concours d'équipements avec la commune de Bouyon - Sécurisation des masses rocheuses instables - Actualisation du plan de financement  
Matière : 7.8 - Fonds de concours  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : IGnUTY6

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/06/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210531-BC\_2021\_099-DE

**Acte reçu**

Date : 31/05/2021  
Numéro interne : BC\_2021\_099  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 8  
Objet : Fonds de concours d'Équipements avec la commune de Bouyon - Sécurité des masses rocheuses instables - Actualisation du plan de financement  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210531-BC\_2021\_099-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 3  
99\_SE-006-240600585-20210531-BC\_2021\_099-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210531-BC\_2021\_099-DE-1-1\_3.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210531-BC\_2021\_099-DE-1-1\_4.PDF

N